



Extrait du Alger républicain

<http://alger-republicain.com/Propagande-mensongere-sur-les.html>

Propagande mensongère sur les causes de la seconde guerre mondiale

- Actualité politique internationale - Europe -

Date de mise en ligne : lundi 26 octobre 2009

Description :

Les médias-mensonges de la bourgeoisie réécrivent l'histoire

Article publié par Jacques MAGNIN, le 16 octobre 2009

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

La falsification de l'Histoire de la deuxième guerre mondiale a pris une ampleur inégalée en France ces dernières années. En ce moment, c'est le début de la seconde guerre mondiale qui décroche la timbale, le début officiel s'entend.

L'Histoire revisitée du côté polonais. Une guerre horrible et rien d'autre

La Pologne fut récemment le théâtre d'une commémoration officielle tenant lieu de réconciliation tout aussi officielle entre dirigeants russes, polonais et allemands.

Merkel, à Varsovie, a déclaré :

« La guerre déclenchée par l'Allemagne a infligé une souffrance incommensurable à de nombreux peuples, des années de privation des droits, d'humiliation et de destruction. » et « Je rends hommage aux 60 millions de personnes qui ont perdu la vie à cause de cette guerre déclenchée par l'Allemagne. »

D'après cette dame le grand tort de l'Allemagne semble donc d'avoir déclenché la guerre. La chancelière allemande a été formidable, elle s'est excusée pour les morts, spécialement les juifs et le déclenchement de la guerre ont insisté nos médias.

Mais on ne trouve pas un seul mot de ce qui s'est passé avant : l'Anschluss, le dépeçage de la Tchécoslovaquie, et surtout les camps de concentration élevés pour les antinazis (Dachau 1933) en premier lieu les communistes allemands. Évoquer cela serait évidemment faire référence au comportement des dirigeants des pays capitalistes d'Europe de l'ouest, qui n'ont pas voulu résister à Hitler.

Les colonels polonais : de curieuses victimes

Dans cette histoire, on veut faire de la Pologne une victime universelle en mélangeant tout. L'État polonais de 1939, il est utile de le rappeler est un État fasciste. C'est un de ces États tampons que les capitalistes britanniques et français ont installé aux frontières de l'URSS, ce pays tant craint et tant honni pour avoir établi la propriété collective des moyens de production et d'échange. Ainsi, la Roumanie de la Garde de fer, la Pologne de Pilsudski puis des colonels, la Hongrie de Horthy et la Finlande de Mannerheim, sont des produits du traité de Versailles. A plusieurs reprises les troupes des impérialistes ouest-européens seront dépêchées elles-mêmes pour faire le coup de feu contre l'Armée rouge. Ce fut notamment le cas en Finlande en 1939 (nous y reviendrons) mais surtout en Pologne de 1919 à 1921.

La guerre russo-polonaise

Un corps expéditionnaire français commandé par le sinistre Weygand, et auquel participait le capitaine Charles De Gaulle aida l'armée polonaise qui soutenait les "Blancs" d'Ukraine dans son agression contre l'armée rouge, en pleine guerre civile en 1920. Les impérialistes avaient imposé en 1919 une frontière déplacée de 200 km vers l'est (au profit donc des fascistes polonais) sur la ligne Curzon, du nom du secrétaire d'État britannique aux affaires étrangères de l'époque. Ainsi, toute l'Ukraine occidentale, réservoir de fascistes dont beaucoup finirent dans la division galicienne de la Waffen SS, fut donnée au maréchal Pilsudski. Au final, l'armée Weygand permit aux sbires de Pilsudski d'aller encore au-delà de la ligne Curzon et d'annexer la Galicie Orientale (province de l'Ukraine), ce qui fut entériné au traité de Riga. Les frères Balakhovitch, chefs de bandes russes blancs passés au service de Pilsudski s'illustrèrent dans cette zone conquise en la parsemant de pogroms.

Cette partie de l'Histoire est présentée dans les manuels et les encyclopédies comme une victoire polonaise. En réalité, sans l'armée Weygand, l'armée rouge l'aurait emporté.

[1]

La nature du régime polonais de l'entre deux guerres

Les gouvernements "démocratiques" entretenaient ces États fascistes aux bornes de l'URSS naissante comme meilleure garantie d'empêcher son développement.

En 1919, la Pologne est un des nouveaux États créés en Europe de l'est par le traité de Versailles et autres traités. Il faut savoir qu'elle n'existait plus depuis son troisième partage en 1795 (entre Russie Prusse et Autriche, à l'exception de l'éphémère grand-duché de Varsovie, imposé par Napoléon Ier de 1808 à 1813). Chef de l'État lors de la résurrection de la Pologne en 1919, le Maréchal Pilsudski s'assura définitivement le pouvoir en 1926 par un coup d'État et s'empressa d'installer un régime fasciste.

Ce maréchal n'était qu'un homme de paille. Le véritable chef de la "République polonaise" était Janusz Radziwill, honorable descendant d'une famille princière, un des propriétaires fonciers les plus importants, soudé aux magnats de la sidérurgie allemande, en particulier Gustav Krupp, qui mit en place Hitler. Ce fut donc une dictature servant les intérêts des grands propriétaires et, à l'extérieur, philo-germanique et antisoviétique. Viscéralement anticommuniste, Pilsudski ouvre en 1934 le camp de concentration de Bereza Kartuska qui accueillit les Communistes.

La Pologne des colonels et l'Allemagne nazie

Pilsudski signa le 26 janvier 1934 un traité d'amitié germano-polonais. A sa mort en 1935, parmi ses successeurs, on compte le nouveau maréchal, Rydz-Smigly, qui s'était spécialisé dans les massacres de la population civile du côté de Kiev durant la guerre russo-polonaise, et surtout le colonel Jozef Beck, stipendié notoire de Berlin. Ceux-ci ne se contentèrent pas de refuser le survol de leur pays par l'aviation soviétique afin de soutenir la Tchécoslovaquie ; ils prirent leur part du dépeçage consécutif aux accords de Munich en 1938 en récupérant la partie de la Silésie sous obédience tchèque depuis le XIVe siècle. [2]

Enfin, laissant une armée pitoyable, jamais entretenue ni organisée, ils furent battus à plate couture de manière ignominieuse par la Wehrmacht en septembre 1939, Beck s'enfuit avec ses trésors et ceux de son pays ainsi que l'agrément de Berlin, en Roumanie, avec Rydz-Smigly ; leur frère-en-Christ fasciste Antonescu les accueillit et Beck y mourut tranquillement en 1944.

Loin donc d'être les victimes que l'on plaint aujourd'hui, les colonels fascistes polonais n'étaient que des profiteurs et des traîtres qui ont délibérément vendu leur patrie à Hitler et contribué à la mort de la Tchécoslovaquie.

L'Histoire revisitée du côté français, le même refrain

L'accent est mis sur le fait que ce 3 septembre (date de l'entrée en guerre de la France contre l'Allemagne) plonge la France dans la stupeur. Mais personne n'essaie de chercher avant cette date fatidique ce qui a bien pu se passer. Personne ne dira que les industriels français ont participé par leurs ventes au réarmement allemand, ni que les gouvernements successifs, ont laissé ce réarmement s'effectuer sans parler ni agir.

La bourgeoisie française dans le camp d'Hitler

Les conquêtes sociales du Front populaire déterminèrent l'ensemble des capitalistes et de ceux qui les servaient à utiliser tous les moyens pour prendre leur revanche. Leur stratégie fut définie par un obscur journaliste du "Messin", le journal des maîtres de forges lorrains, les De Wendel et compagnie, dans la fameuse formule : « Plutôt Hitler que le Front populaire ».

L'oeuvre des gouvernements "démocratiques"

Les différents gouvernements de l'après Front populaire ont appliqué cette politique-là, et son corollaire intérieur : briser la résistance ouvrière. Tous les partis politiques, à l'exception des Communistes mirent la main à la pâte en ce domaine. Tous les députés sauf les Communistes, un député socialiste, Jean Bouhey et un député de droite Henri de Kérillis approuvèrent les ignominieux accords de Munich en octobre 1938. Dans la foulée, le gouvernement dirigé par le radical Daladier, rétablit la semaine de travail de 48 heures à la demande du patronat. Pire, avec la complicité des dirigeants réformistes de la CGT, dont Léon Jouhaux (qui devait en 1947 créer Force Ouvrière avec l'argent de la CIA), qui avaient appelé trop tard à la riposte et n'avaient rien organisé, le même gouvernement parvint à briser la grève générale, fit interner au Bois de Boulogne par le préfet de police Langeron des milliers de syndicalistes révolutionnaires, dont beaucoup furent renvoyés de leur poste. Le patronat tenait sa revanche, bien qu'elle ne lui suffise pas.

Pendant l'année qui suivit, Daladier et les autres dirigeants du parti radical, comme Chautemps, acceptèrent toutes les exigences de la Bourgeoisie française et des capitalistes allemands que les nazis représentaient. On ne leur en sut pas vraiment gré, d'ailleurs, on ne les en aima pas plus, puisque, lorsqu'ils ne furent plus nécessaires, ils furent écartés pour céder la place à Reynaud, puis, surtout, ? Pétain. La bourgeoisie française en effet, en particulier les magnats de l'industrie avaient fait, à l'avance le choix de la défaite : la France soumise à l'Europe allemande était une idée qui ne les gênait nullement, puisque leur plus-value augmentait et que la canaille était enfin écrasée.

Quant aux rapports avec les voisins d'outre-Rhin, ils furent cordiaux. Ainsi le radical Chautemps, alors président du conseil, rencontra en 1937 l'ambassadeur du Reich qui n'était autre que Von Papen, l'homme qui avait fait venir Hitler au pouvoir en 1933.

Voici ce que Papen écrivait à son ministre de tutelle, Von Neurath :

« Le chef du gouvernement français s'est entretenu avec moi, environ deux heures sur toutes les questions d'intérêt commun. Je souligne comme particulièrement intéressant, au cours de cet entretien, que lui aussi me parla avec une certaine fierté de l'assainissement de la situation politique intérieure en France. La révolution, me dit-il, a en tout cas été chassée de la rue. (...) Cependant il croit pouvoir dire qu'en cas de désordres de rue, on pourrait s'en remettre sans réserve à la police et à l'armée. L'armée tirerait. (...) Le président du Conseil souligna en outre qu'il souhaitait vivement un règlement des conflits d'intérêt franco-allemands. »

Un an plus tard, Daladier reçut chez lui le nouvel ambassadeur de Hitler, le comte Welczeck, lequel se réjouit d'être invité « dans la résidence personnelle du président du Conseil ». Il rapporta que Daladier, évoquant la possibilité d'une guerre, lui avait confié que « des hordes de Cosaques et de Mongols viendraient alors occuper les territoires dépeuplés et dévastés par la guerre. » et que c'était là « ce qu'il fallait éviter, même au prix de grands sacrifices ».

La poignée de main entre Daladier et Ribbentrop

Le moment le plus significatif de cette collusion entre le gouvernement français d'alors, donc l'ensemble des forces politiques françaises sauf les Communistes, et celui des nazis est la visite à Paris de Ribbentrop, un nazi pur sucre, promu depuis peu ministre des affaires étrangères par Hitler.

La visite se déroula à la demande de la France. Il s'agissait pour Daladier et son ministre des affaires étrangères Bonnet, d'obtenir une sorte de déclaration bilatérale vantant les bons rapports franco-allemands afin de convaincre l'opinion française qu'après Munich, la guerre était définitivement écartée.

La répression de la grève générale de novembre 1938 permit de réaliser leur demande : bien que la principale raison de cet écrasement fût intérieure, il n'en demeure pas moins que le ministre des affaires étrangères du Reich en avait fait un préalable. En outre, ni le gouvernement français, ni le nouvel ambassadeur Coulondre lors de sa réception à Berlin le 20 novembre ne dirent mot à propos des événements de la Nuit de Cristal (9 et 10 novembre). Ribbentrop arriva donc en terrain conquis dans un Paris débarrassé des ouvriers et rempli de policiers. Il signa une déclaration qui n'engageait à rien les nazis et transporta dans ses bagages un certain nombre de "policiers" allemands, qui restèrent après son départ dans le but de faire le ménage chez les communistes allemands, anciens des brigades internationales, réfugiés en France ; l'un d'eux était Boemelburg, qui devint, au temps de l'occupation l'un des chefs de la Gestapo en France.

Rien ne fut épargné pour cirer les bottes des nazis : lors du banquet offert par Bonnet à Ribbentrop, tous les ministres sauf deux furent invités : il s'agissait de Georges Mandel, ministre des colonies et de Jean Zay, ministre de l'éducation nationale, tous deux juifs... Et, cerise sur le gâteau, Ribbentrop rapporta par la suite à Hitler que Bonnet lui avait fait part de la volonté des dirigeants français de ne plus recevoir les juifs d'Allemagne et de sa demande au gouvernement du Reich de prendre les mesures pour « *les empêcher désormais de venir en France* » ; on croit rêver !!!

Démocratie et fascisme

Il faut donc bien comprendre que tout ce qui est dit sur les "erreurs" de Daladier et de ses successeurs, ou sur leur soi-disant désaccord avec Pétain n'est que pur mensonge. On nous sert par exemple le « mythe du réarmement tardif », parfois attribué à Daladier, qui était ministre de la défense. S'il est vrai que, dans les premiers temps du Front populaire, Blum s'est préoccupé de la question et a entamé un programme d'armement, surtout d'ailleurs dans l'aviation, sous la houlette du ministre Pierre Cot, cette politique s'est vite arrêtée : ni le cabinet Chautemps, ni le second cabinet Blum, ni le cabinet Daladier ne l'ont reprise à leur compte. Au contraire, en 1938 et 1939, à plusieurs reprises, Louis Renault a refusé d'honorer des commandes de chars, alors qu'il fournissait du matériel aux nazis. Les pressions du gouvernement français sur le "capitaine d'industrie" étaient bien peu efficaces !

Au début de 1939 les manoeuvres pour l'accession de Pétain au pouvoir, se font désormais au grand jour. Le chef militaire de la Cagoule est promu par le "démocrate" et "radical" Daladier, ambassadeur de France en Espagne auprès de son complice Franco.

Quelle fut la réaction à ces menaces de l'État bourgeois républicain ? Entre avril et juillet 1939, une quarantaine d'inculpés de la Cagoule furent remis en liberté et 33 d'entre eux au cours d'une mascarade de procès qui se termina par un non-lieu. En juillet justement, l'enquête sur la Cagoule était terminée et les résultats furent portés ? Daladier. Ils révélaient un complot contre la sûreté de la République ayant à sa tête le maréchal Pétain, appuyé par la moitié du Conseil Supérieur de la Guerre. Que fit Daladier ? Absolument rien. Deux mois plus tard, la France se retrouvait en guerre en gardant à la tête de ses armées une « conjuration sélectionnée de longue main et dont les plans

avaient été minutieusement préparés », indique un document d'après-guerre.

Daladier avait d'autres chats à fouetter, il s'occupait de « *mettre les Communistes à la raison* », selon l'expression de son féal, le ministre des affaires étrangères, Bonnet. Bien avant le pacte germano-soviétique, les décrets publiés par Daladier les 15 mars, 21 avril et 24 juin 1939 lancèrent la répression contre « la distribution et la circulation de propagande d'origine étrangère ». Ces décrets visaient-ils la cinquième colonne allemande ? Que nenni. Ils ne servirent qu'à l'arrestation de militants communistes.

Enfin, la police française se chargea de la chasse aux communistes étrangers, en collaboration avec la police allemande. Un responsable de l'inspection générale des services de Police criminelle, service qui devait, en octobre, centraliser la répression anticommuniste en France, fut reçu en juillet 1939 par le chef de la Gestapo, Heinrich Müller, afin de coordonner l'action anticommuniste franco-allemande.

L'ambassadeur Pétain mena alors une campagne active pour le renvoi en Espagne des réfugiés républicains espagnols et Bonnet le rejoignit sur ce point. Il négocia avec les autorités fascistes espagnoles les conditions de la reprise des réfugiés : il s'agissait de livrer à Franco des combattants républicains condamnés à mort !!!

Les pacifistes

La politique de non intervention vit le gouvernement du Front populaire laisser honteusement assassiner la République espagnole par Franco et ses complices fascistes Mussolini et Hitler.

Au moment où la guerre semblait inévitable, à la fin de l'été 1939, Marcel Déat, dirigeant du courant le plus à droite de la SFIO, montait au créneau dans un fameux éditorial intitulé « *Faut-il mourir pour Dantzig ?* », dans son journal "L'Ruvre", faisant ainsi écho à la non moins célèbre phrase d'Adolf Hitler : « *Qui voudra mourir pour Dantzig ?* » Déat, comme ses camarades syndicalistes Dumoulin et Belin, devait devenir un des cadres du régime fasciste de Pétain.

Décernons une mention spéciale à l'écrivain **Jean Giono**, auteur d'une formule dont le cynisme le dispute à l'ignominie : « *Je préfère vivre couché plutôt que mourir debout* ».

L'État-major français et la drôle de guerre

L'une des preuves les plus évidentes de la collusion entre la classe dominante française, ses sbires du gouvernement et de l'État-major et l'Allemagne nazie fut bien la drôle de guerre. Alors qu'on savait l'essentiel de la Wehrmacht occupée à l'est en Pologne, puis au Danemark et en Norvège, il ne vint pas à l'idée des chefs de l'armée française de passer à l'offensive, d'attaquer les Allemands, de pénétrer sur le territoire du Grand Reich. Les uns dans la ligne Maginot, les autres dans la ligne Siegfried, les soldats des deux armées n'échangèrent pratiquement aucun coup de feu pendant huit mois.

Lorsque Daladier céda sa place à Paul Reynaud, le 22 mars 1940, la drôle de guerre s'alanguissait. Aussi celui-ci appuya-t-il le nouveau projet antisoviétique de Weygand : lancer, depuis la Syrie sous protectorat français, une offensive vers le Caucase soviétique ; le gouvernement et les généraux ne se sentaient décidément pas en guerre contre l'Allemagne.

Ayant réglé le cas des Scandinaves (hormis la Suède "neutre" mais ô combien bienveillante envers les nazis) après celui des Polonais, Hitler put enfin se tourner vers l'ouest. Le 10 mai 1940, l'offensive commençait. Les

gouvernements n'avaient rien fait pour réarmer le pays, aussi l'armée française n'était pas prête. Elle n'avait pas de forces blindées à la hauteur, malgré l'insistance de De Gaulle sur ce sujet. Elle s'effondra comme un château de cartes.

Pétain après Reynaud : la suite logique

Il faut, pour terminer, tordre le coup à cette idée que l'arrivée de Pétain au pouvoir aurait été une surprise ou aurait constitué une rupture avec la période d'avant. La plupart des ministres du premier cabinet Pétain, dont nombre d'entre eux devaient rester au moins jusqu'en 1943, furent nommés avant l'armistice par Daladier ou Reynaud. Notons par exemple que lors du remaniement du 5 juin 1940, Reynaud avait promu deux Cagoulards notoires : Yves Bouthillier comme ministre des finances et Paul Baudouin comme secrétaire d'État aux affaires étrangères, lui-même gardant, en théorie le ministère de tutelle. [3]

Un objectif idéologique : la révision de l'Histoire, une version de la guerre qui n'explique rien.

Plus un mensonge est gros, plus il a de chance d'être cru, disait Goebbels, lequel était expert en la matière. On peut dire que, s'agissant de la seconde guerre mondiale, les élèves propagandistes, essentiellement en France, ont dépassé le maître.

Voici de courts extraits de l'encyclopédie en ligne wikipédia. En ce qui concerne les fascistes polonais, on y apprend que Rydz-Smigly « libéra la Livonie des bolchéviques. » et que « assistant à la montée de deux totalitarismes : soviétique puis nazi en Europe », Pilsudski « a tenté dès 1933 de prévenir la catastrophe qu'il percevait clairement. ». C'est probablement pour cette raison qu'il a signé en 1934 le traité d'amitié germano-polonais et que ses successeurs ont participé à la curée contre la Tchécoslovaquie.

Si l'on veut évoquer la France, nous voici avec Weygand « vice-président du Conseil supérieur de la guerre jusqu'en 1935, qui « tente de mettre en place plusieurs plans d'action militaire visant à la constitution d'un front d'Orient qui pourrait prendre à revers l'Allemagne et ses alliés. Il prépare notamment une offensive contre l'URSS, alors liée à l'Allemagne par le Pacte germano-soviétique, dirigées principalement contre les champs de pétrole de Bakou. » On n'évoque pas son corps expéditionnaire en Finlande, sans doute parce que ce n'est pas à l'Orient ou peut-être parce que combattre aux côtés des Allemands ne semble pas le meilleur moyen de les prendre à revers.

Mais, on a trouvé encore plus fort : le documentaire baptisé Apocalypse, diffusé en septembre au soir sur France2 nous indique que : « voyant qu'il ne peut s'emparer de l'Angleterre, Hitler décide de trahir son allié l'URSS. ». Scandaleux !

La volonté politique des révisionnistes est de faire entrer coûte que coûte dans les crânes cette idée mensongère, crapuleuse, qui fait fi du sang versé par les millions d'ouvriers, au premier chef les soviétiques, que l'URSS et l'Allemagne nazie auraient été des alliés. Jamais on n'évoque l'isolement diplomatique dans lequel Britanniques et Français avaient laissé l'URSS, bien persuadés qu'ils étaient qu'Hitler se lancerait d'abord à l'attaque du premier pays socialiste. Car enfin, ce n'est pas la Pologne qui avait seule le pouvoir d'interdire à l'armée rouge l'entrée du territoire polonais en 1938 (pour sauver la Tchécoslovaquie) ou en 1939 (pour sauver la Pologne elle-même) mais ses maîtres français et anglais, qui avaient en outre sur le papier « garanti » ses frontières en mars-avril 1939, et qui l'encouragèrent à traiter Moscou en « valet de ferme » selon l'expression de Jdanov. Exactement comme les élites tchécoslovaques cédèrent, par souci de classe et par effroi de voir sauver leurs frontières par l'armée rouge, aux pressions exercées par Paris et Londres pour obtenir d'elles la destruction de leur propre État.

Et comment expliquer le déroulement de la guerre si URSS et l'Allemagne nazie étaient alliées ? Comment expliquer

que chacune d'entre elles ait défendu un camp différent lors de la guerre d'Espagne ? Comment expliquer qu'Hitler, le 22 juin 1941, jour de déclenchement de l'opération Barbarossa, l'invasion de l'Union soviétique, écrit à son complice Mussolini : « *C'est la décision la plus importante de ma vie.* » ? Comment expliquer que c'est l'Armée rouge qui a joué le rôle essentiel dans la défaite de l'Allemagne nazie ?

Ce qu'ils ne veulent : une analyse de classe de ces événements

Il est tout d'abord interdit d'avoir une lecture de classe des événements : de l'avant-guerre comme de la guerre ; sinon, toutes les théories révisionnistes fondent comme neige au soleil. Dire que le fascisme est un stade exacerbé du capitalisme face à la menace révolutionnaire ; dire qu'Hitler était un homme du Capital et pas seulement du capital allemand ; dire que la Bourgeoisie française a organisé la défaite pour augmenter ses rentes et en finir avec le danger communiste : tout cela est rigoureusement interdit !!!

Cacher les causes et les origines de la seconde guerre est une nécessité impérieuse pour ceux qui récrivent l'Histoire. Il faut donc que tout commence le 1er septembre 1939. Sinon, on devrait parler de Munich, de tous les événements et les personnages qui ont encouragé Hitler. Et l'on verrait bien que la bourgeoisie française ne voulait pas la guerre contre Hitler, pas plus que les propriétaires fonciers polonais.

Le véritable sens de la seconde guerre mondiale

Cette guerre revêtait, à l'est et à l'ouest, deux réalités différentes. Le Grand Capital britannique ne s'est majoritairement pas satisfait de la politique d'apaisement de Chamberlain ; c'est pourquoi Churchill est arrivé au pouvoir pour mener vraiment la guerre contre Hitler. Contrairement à sa congénère française, la Bourgeoisie britannique ne courait pas de risque intérieur, il n'y avait aucun danger révolutionnaire. Elle voulait défendre sa place de première ou seconde (il y avait les USA) puissance du monde capitaliste. Or Hitler combattait pour offrir la domination du monde au Capital allemand. Il n'y avait pas de médiation possible, l'un ou l'autre devait l'emporter...

Mais la guerre, inter-impérialiste en septembre 1939, revêtit un autre sens lorsqu'elle devint, pour le peuple français, une guerre de libération nationale, et surtout, elle prit sa véritable nature lorsque l'affrontement, qui, depuis le départ, était inévitable, entre l'Allemagne et l'URSS commença. La guerre germano-soviétique avait un autre sens que celui que nous avons évoqué : c'était l'affrontement entre les partisans du monde nouveau, de la propriété collective des moyens de production, et ceux du capitalisme dans sa version la plus dure, la plus terrible, la plus cruelle. Dans ce combat-là non plus, mais pour d'autres raisons, il n'était pas possible de transiger.

La guerre d'Espagne, de 1936 à 1939 avait déjà vu s'affronter les partisans de ces deux conceptions du monde et de l'humanité. Déjà le gouvernement français, pourtant celui du Front populaire, avait fait le mauvais choix, en refusant de combattre Hitler, en pratiquant la politique de non intervention en Espagne. Les combattants des brigades internationales se sont retrouvés sur tous les fronts, dans les Balkans, en France, en URSS, et avec eux les réfugiés espagnols : les deux premiers chars de la division Leclerc entrée à Paris le 21 août 44 pour aider à la libération de notre capitale étaient conduits par des républicains Espagnols...

Combattre à outrance les révisionnistes

Il y a un enjeu d'une extrême importance à rétablir la vérité historique, à diffuser les analyses marxistes de la Guerre. Cela constitue une partie intégrante du combat de "Communistes". Les menteurs ne veulent pas seulement modifier la vision que nous avons d'événements précis. Ils veulent empêcher toute analyse marxiste de l'Histoire, ils veulent éviter d'accuser le système capitaliste. S'ils nient ou cachent la part décisive prise par l'Union soviétique dans la victoire contre le nazisme, c'est avant tout pour que la vérité ne transparaisse pas sur le régime socialiste. «

COMMUNISTES » rétablit la vérité.

Post-scriptum :

* *Source de cet article :*

<http://www.sitecommunistes.org/0410...>

[1] Note 1 : un correspondant militaire, membre de la mission du général Dupont présente en Pologne en 1922, après la victoire du corps expéditionnaire de Weygand, s'inquiète du niveau de l'armée polonaise en cas d'éventuelle attaque soviétique. Il évoque : « *l'esprit nettement hostile à la Pologne qui est constaté dans les régions de l'Est Polonais* » et indique que « *Les paysans d'une façon générale font preuve d'une indifférence absolue. Ceux des régions russes de l'est annexées par le traité de Riga, après deux années de malentendus et de froissements nationaux et religieux, sont nettement hostiles aux Polonais* ».

[2] Note 2 : La façon dont dictionnaires et encyclopédies traitent le rôle de la Pologne dans le découpage de l'État tchécoslovaque est assez significative. Ainsi le Robert encyclopédique n'en dit mot, tandis que le Petit Larousse indique : « 1938 : La Pologne obtient de la Tchécoslovaquie une partie de la Silésie. »

[3] Note 3 : Dans ce premier cabinet Pétain figurait encore Chautemps, en tant que vice-président du Conseil, ainsi que l'ancien premier président de la cour de Cassation, Charles Frémicourt, promu garde des sceaux en remerciement de son zèle à étouffer l'affaire de la Cagoule. On peut aussi noter la présence de deux personnages particuliers, qui étaient étrangement absents de la liste des ministres et secrétaires d'État de Pétain, fournie en septembre 1944 par le ministre de la justice d'alors, René Capitant. Il s'agit de Robert Schuman, le valet des maîtres de forges, le petit télégraphiste des De Wendel, futur héraut de la construction européenne. Il s'agit aussi du magnat de la presse Prouvost, porte-parole des pacifistes et de la finance munichoise.